

POUR TROUVER DES SOLUTIONS À UN PROBLÈME, IL FAUT LE DESIGNER PAR SON NOM.

L'OCPM a choisi de cadrer la consultation publique sur le racisme systémique, alors que les réclamations et revendications publiques de ces dernières années cherchent à dénoncer le racisme au Québec.

En effet, la recherche sur Google de <<manif contre le racisme à Montréal>> donne lieu à plus de 10 000 liens. La lecture de ces liens permet de connaître les revendications et les organisateurs, toujours les mêmes avec les mêmes visés idéologiques. Les voici certains extraits des publications:

*<<< Mme Chebbi a mentionné qu'il était « temps d'arrêter avec ce déni de l'islamophobie et du racisme » dans la société québécoise.*

*« Legault a déjà dit qu'il n'y a pas d'islamophobie au Québec. C'est un rappel que le racisme est systémique et bien présent dans notre société. Il faut combattre et on sera dans les rues pour le dire haut et fort », a-t-elle annoncé.*

*JOURNAL MÉTRO 24 MARS 2019.*

*Safa Chebbi, membre du conseil d'administration du groupe Alternatives.*

*« Ce gouvernement représente un véritable danger social pour notre société », a-t-elle lancé.*

*Javiera Araya, de Solidarité sans frontières, a renchéri: « nous nous opposons au racisme, à l'extrême-droite et aux discours xénophobes qui remplissent l'espace public québécois » « Les positions de la CAQ ne sont pas seulement anti-immigrantes; elles sont racistes », a-t-elle critiqué.*

*LACTUALITÉ.COM. 04 OCTOBRE 2018.*

*cette manifestation «contre le racisme, la xénophobie et le capitalisme» et «pour l'immigration, la justice, l'égalité et la dignité» était organisée dans la métropole.*

*« Ce parti opportuniste se sert d'une minorité et plus particulièrement des femmes musulmanes de bouc émissaire pour nourrir encore plus l'imaginaire raciste de ses électeurs et d'une extrême droite qui se réjouit de chaque décision qu'il entreprend. Nous refusons des décisions populistes basées sur une fausse laïcité et nous revendiquons le droit des femmes de s'habiller comme elles veulent », a plaidé la coalition d'organisations.*

*JOURNAL DE MONTRÉAL 24 MARS 2019*

*« On a vu que la campagne du Bloc québécois a repris essentiellement le même discours que la CAQ. Le discours un peu xénophobe et islamophobe commence à être normalisé au Québec et en politique canadienne » déplore Rémy Poulin, de Solidarité sans frontières*

*JOURNAL MÉTRO DU 23 OCTOBRE 2019. >>.*

Vous voyez que les revendications de rue dénoncent le racisme tout court, designant les militants et partis de la CAQ, BLOC,... mêlant les accusations de xénophobie, islamophobie, extrême droite, anti capitalisme, anti immigration,..... Je crois que cela n'a rien avoir avec le racisme systémique tel que défini par le document de synthèse.

Ma question: Le fait que l'OCPM limite la consultation au racisme systémique ne risque-t-il pas le manquer le problème réel?

Car si le problème est d'accuser les québécois de racistes tel qu'il ressort des revendications des organisations, les autorités publiques devraient chercher des solutions de cet angle-là.

Que soit les accusations sont fondées. Dans ce cas, il faudrait trouver des solutions adéquates.

Si les accusations ne seraient pas fondées, Il faudrait les rejeter. Mettre fins à des accusations inutiles et les autorités locales ou provinciales doivent se montrer ferme. Et après tout, le Québec est l'une des sociétés les plus accueillantes.

Et donc, Une autre question s'ensuit: qui sont les participants (minorités) à ces consultations publiques?

Alex Hernane, Montréal.

## QUI SONT LES PARTICIPANTS À LA CONSULTATION?

Dans votre document de synthèse, l'OCPM fait référence à des minorités visibles et ethniques, aux arabes, noirs et autochtones.

Concernant les autochtones : Cette minorité semble présenter des caractéristiques très différentes des deux autres minorités citées par le document.

Les autochtones sont des peuples des première nations, vivent sur leurs propres terres. En d'autres termes, ils n'ont pas où y aller. Contrairement à l'immigration qui a choisi de venir volontairement s'installer au Canada. L'immigration est un choix. Un choix pas d'un territoire, mais d'un mode de vie qui correspondrait à nos aspirations.

Il y'a plusieurs lois à tous les niveaux de gouvernance concernant les autochtones. On parle même du droit autochtone canadien. Un cadre juridique qui touche plusieurs aspects de la vie sociale y compris l'accès à l'emploi.

Dans ce contexte, pourquoi associer cette catégorie avec les autres minorités visibles immigrantes citées par le document de synthèse?

Ma question : y'a-t-il d'autres minorités visibles ou pas, autres que les arabes et les noirs, qui ont participé à ces consultations? Pourrions nous avoir des chiffres par <communautés> ou pays?

Avec ma question, je voudrais savoir s'il y'a des asiatiques, philippins, indiens, est-européens, ..... qui ont participé à ces consultations? Car toutes ces minorités immigrantes visibles ou pas rencontrent des obstacles culturels et linguistiques d'accès aux services.

Un immigrant russe qui a vécu sous le communisme, ne parle ni français, ni anglais est lourdement handicapé. Y'a-t-il des russes qui ont participé à ces consultations, ou qui se plaignent et accusent?

Car, s'il y 'a seulement des arabes et des noirs, ou si ces dernières <communautés> représentent une écrasante majorité des participants à la consultation, ces < communauté> se plaignent partout où ils émigrent. Ils se plaignent, accusent et jouent à la victime en France, en Belgique, en Angleterre, au canada,.... Est-ce une raison de dire que ces pays d'accueil sont tous racistes ou pratiquent du racisme systémique?

Ou serait-il juste le temps de rappeler ces communautés de se regarder dans une glace au lieu d'accuser les autres.

Alex Hernane, Montréal.